

Conseil

Distr.
LIMITÉE

ISBA/3/C/L.4
4 avril 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS
Troisième session
Kingston (Jamaïque)
17-27 mars 1997

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL PENDANT LA TROISIÈME SESSION

1. La première partie de la troisième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins s'est tenue à Kingston (Jamaïque) du 17 au 27 mars 1997. Pendant cette partie de la session, le Conseil devait notamment adopter l'ordre du jour, élire les vice-présidents, examiner les demandes de prorogation du statut de membre à titre provisoire de l'Autorité au-delà du 16 novembre 1996 et examiner, en vue de leur adoption, les règles, règlements et procédures nécessaires à la conduite des activités menées dans la zone au fur et à mesure de leur avancement.

2. Au début de la session, le Conseil a appris le décès tragique de M. Shimutwikenî, qui avait été élu membre de la Commission juridique et technique en août 1996. Conformément au paragraphe 7 de l'article 63 de la Convention et à l'article 80 du règlement intérieur du Conseil, Mme Inge K. Zaamwani (Namibie), dont la candidature avait été proposée par son pays, a été élue membre de la Commission pour la durée du mandat de M. Shimutwikenî qui reste à courir.

Adoption de l'ordre du jour

3. À sa 11e séance, le 18 mars 1997, le Conseil a adopté l'ordre du jour de la troisième session (ISBA/3/C.2). Il a pris note du fait que les points concernant le budget et le règlement financier de l'Autorité seraient examinés successivement par le Comité des finances, puis par le Conseil à sa réunion du mois d'août. Je crois savoir que le Comité des finances a commencé à travailler sur le projet de règlement financier mais qu'il n'est pas encore en mesure de rendre compte au Conseil. Par ailleurs, le règlement du personnel de l'Autorité qui doit être soumis au Conseil pour examen n'est pas encore prêt.

Élection des vice-présidents du Conseil

4. À la 11e séance, j'ai invité les présidents des groupes régionaux à présenter leurs candidats à la vice-présidence du Conseil. Par la suite, les

représentants de l'Allemagne (Groupe des États d'Europe occidentale et autres États), du Cameroun (Groupe des États africains), de la Fédération de Russie (Groupe des États d'Europe orientale) et de l'Indonésie (Groupe des États asiatiques) ont été élus vice-présidents.

Demande de prorogation du statut de membre à titre provisoire de l'Autorité au-delà du 16 novembre 1996

5. Le Conseil a examiné les demandes de prorogation du statut de membre à titre provisoire au-delà du 16 novembre 1996 présentées par 14 États et la Communauté européenne. Le Conseil a décidé de proroger de deux ans, à compter du 16 novembre 1996, le statut de membre à titre provisoire de l'Autorité de l'Afrique du Sud, du Bélarus, de la Belgique, du Chili, de la Communauté européenne, des Émirats arabes unis, du Gabon, des Îles Salomon, du Mozambique, du Qatar, de la République démocratique populaire lao et de la Suisse, et d'une année, à compter de la même date, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Ukraine, comme ceux-ci l'avaient demandé.

Rapport de la Commission juridique et technique

6. La Commission juridique et technique a tenu sa première réunion au cours de la présente session et a immédiatement entamé l'examen du projet de règlement relatif à la prospection, l'exploration et l'exploitation des nodules polymétalliques dans la zone (Code d'exploitation minière). À la demande des membres du Conseil, la Commission juridique et technique a été invitée à rendre compte périodiquement de l'état d'avancement de ses travaux. Le Président de la Commission, M. Jean-Pierre Lenoble (France), a présenté oralement un rapport au Conseil, à sa 13e séance, le 24 mars 1997. Le Président a indiqué à cette occasion que l'examen du projet de code d'exploitation minière était bien avancé. Il a précisé à cet égard que la Commission avait tenu neuf réunions et avait déjà examiné 32 des 42 dispositions du projet. Elle devait terminer l'examen du projet en première lecture ce même jour dans l'après-midi.

7. Au cours du débat sur l'état d'avancement des travaux de la Commission, le représentant du Brésil, intervenant au nom du Groupe des 77, a demandé au Conseil d'autoriser les observateurs à participer aux réunions de la Commission. Cette demande a été appuyée par plusieurs autres délégations, qui ont fait valoir que les débats relatifs au projet de code d'exploitation minière devaient se dérouler dans la transparence. Le Secrétaire général a informé le Conseil que, lors du débat sur cette question, les membres de la Commission avaient décidé à l'unanimité de ne pas autoriser les observateurs à participer à leurs réunions. Plusieurs délégations ont fait observer que la Commission juridique et technique était un organe d'experts et que l'usage voulait que les réunions de ce type d'organes se tiennent à huis clos. Elles ont en outre souligné que le Conseil aurait l'occasion d'examiner le projet de code d'exploitation minière en détail le moment venu, lorsqu'il serait saisi des recommandations de la Commission.

8. À la 15e séance du Conseil, tenue le 26 mars 1997, le Président de la Commission a présenté un nouveau rapport au Conseil sur les travaux des deux semaines écoulées et a fait distribuer à tous les membres du Conseil le projet

/...

officieux d'un texte provisoire établi par la Commission en précisant que cette dernière n'était pas encore en mesure de le soumettre au Conseil pour examen.

Accord sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité internationale des fonds marins

9. À sa 12e séance, le 20 mars 1997, le Conseil a approuvé l'Accord sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité internationale des fonds marins en précisant que cet Accord avait été signé le 14 mars 1997, à New York, par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins, et qu'il serait appliqué à titre provisoire par les deux organisations dès sa signature. Le Conseil a recommandé à l'Assemblée de l'approuver.

Accord entre l'Autorité internationale des fonds marins et le Gouvernement jamaïcain concernant le siège de l'Autorité

10. Le Conseil a entamé l'examen de l'Accord entre l'Autorité internationale des fonds marins et le Gouvernement jamaïcain concernant le siège de l'Autorité (ISBA/3/C/L.3). Certains points de l'Accord suscitant des questions de la part de membres du Conseil, j'ai tenu des consultations officieuses avec les délégations concernées pour tenter de les régler, mais il n'a pas été possible d'aplanir toutes les difficultés, notamment en ce qui concerne les questions visées à l'article 2 du projet d'accord. C'est pourquoi j'ai proposé au Conseil de renvoyer l'examen de la question de l'accord de siège à sa prochaine réunion, en août 1997.

Date de la prochaine réunion du Conseil

11. La prochaine réunion du Conseil aura lieu à Kingston, du 18 au 29 août 1997.
